

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-peuples-amerindiens-mettent-en-garde-sur-la-destruction-de-la-Terre-Mere>

Les peuples amérindiens mettent en garde sur la destruction de la Terre-Mère

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Date de mise en ligne : vendredi 27 décembre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Terre n'appartient pas à l'homme, c'est l'homme qui appartient à la Terre (Sagesse amérindienne).

Il est de ces événements internationaux que la presse mondialisée s'efforce de passer sous silence ou simplement d'occulter afin d'éviter qu'ils ne se propagent et perturbent l'agenda des multinationales, qualifiées de « *club international des banquiers et des guerriers* » par l'écrivain Eduardo Galeano. Leur dessein est de contrôler non seulement la vie humaine, mais aussi la nature. C'est ainsi qu'est passé inaperçu le « 5e Sommet continental », qui s'est tenu récemment dans le territoire autochtone La Maria dans le département du Cauca en Colombie, terre de la communauté indigène Nasa, où 4 000 représentants indigènes du continent américain ont formulé des propositions pour la défense de la *Terre-Mère* et ont exprimé leur rejet du modèle économique néolibéral dominant.

Les chefs de plus de 40 ethnies - parmi lesquelles, les Emberá, les Wayuu, les Guaraní, les Mapuche, les Arauco, les Machiguenga - ont exigé un arrêt des signatures de Traités Bilatéraux d'Investissement (TBI) et d'Accords de Libre Échange (TLC) qui créent des politiques d'expropriation de ressources naturelles et des règles permettant le pillage des biens et des cultures des peuples. Les communautés amérindiennes s'inquiètent de la décision prise par quatre pays d'Amérique latine (Chili, Colombie, Mexique et Pérou) de signer l'*Accord de Partenariat Trans-pacifique* (TPP en anglais) avec les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Vietnam, la Malaisie, Singapour et Brunei.

Le TPP, qui se négocie à huis clos et à l'initiative du gouvernement de Barack Obama, est qualifié de « cheval de Troyes corporatiste » ou de « NAFTA (accord de libre-échange nord-américain : États-Unis, Canada, Mexique) élevé aux stéroïdes », car il fait prévaloir les intérêts des multinationales sur les intérêts nationaux des pays signataires. Bien entendu, cet accord répond aux règles d'un marché libéralisé à l'extrême, mais, selon ses créateurs, multiplierait par deux le volume des exportations nord-américaines, harmoniserait les lois environnementales des pays signataires en fonction des intérêts des entreprises, et modifierait les standards de sécurité alimentaire.

De plus, les multinationales prendront en charge la sécurité sociale, les fonds de pension et les mutuelles, restreignant le recours aux médicaments génériques, entre autres, comme le montre l'exemple du Guatemala : après que le pays a signé l'accord de libre échange États-Unis / pays d'Amérique Centrale (ALEAC), la vente de génériques a été interdite, faisant grimper immédiatement de 20% le prix des médicaments. Une des causes du coup d'État de 2009 au Honduras fut précisément la décision de l'ex-président Manuel Zelaya de conclure un accord avec Cuba afin de faire baisser le prix des médicaments. Les 4 000 représentants amérindiens ont exprimé un **NON** ferme et définitif à ces pratiques et exhortent leurs gouvernements à préserver la souveraineté de leurs pays en cessant de conclure des accords de libre-échange.

Les participants au Sommet Continental ont farouchement rejeté le recours aux cultures transgéniques de la multinationale Monsanto sur les territoires indigènes du continent et ont appelé en Colombie à l'abrogation de la résolution 9.70 du traité de libre-échange avec les États-Unis. Cette loi interdit l'usage par les agriculteurs de semences naturelles et les contraint à n'utiliser que les « semences certifiées ». Autrement dit, les 14 millions de paysans colombiens sont dans l'obligation d'utiliser exclusivement des semences transgéniques stériles produites par **Monsanto, Cargill, DuPont, Dow Chemical Co.** et par plusieurs autres entreprises. Selon Carlo Petrini, le pape de la gastronomie et de l'alimentation, à l'heure actuelle, « 80% des semences de la planète appartiennent à 5 multinationales ». Selon le spécialiste, quand l'industrie aura mis la main sur la totalité de la production, ce sera la mort des paysans et des agriculteurs.

Les peuples indigènes d'Amérique latine, à l'instar de tous les hommes de conscience, s'opposent au projet des multinationales de faire de la nature une marchandise, elles qui en sont déconnectées, alors que, comme l'explique Eduardo Galeano « *les cultures amérindiennes la vivent de l'intérieur* », et la considèrent comme partie intégrante de

leur propre existence. Ils se rendent parfaitement compte que le système actuel mondialisé réunit les conditions idéales pour la destruction de l'environnement, et comme l'affirme Carlo Petrini, « produit un gâchis jamais vu dans toute l'histoire de l'humanité, il n'a aucun respect pour les traditions, il détruit les peuples et confisque l'avenir ».

Selon ce spécialiste, affirmer que « ces vingt dernières années, on a utilisé plus de produits chimiques qu'au cours des 120 années qui ont précédé » n'est pas une révélation. Les peuples amérindiens réunis en Colombie s'inquiètent du modèle prédateur et d'exploitation irrationnelle qui « *met en péril la vie et la survie de l'ensemble des êtres vivants de la planète* ». Les récentes critiques émises par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) des Nations Unies au gouvernement argentin confirment les inquiétudes exprimées lors du Sommet. Le déboisement, les engrais chimiques, le soja transgénique et les mines à ciel ouvert « *ont contraint les peuples indigènes à abandonner leurs terres* », de plus l'utilisation de pesticides chimiques a « *affecté la santé de ces communautés* », comme le dit le rapport, qui conclut que le modèle agricole actuel porte atteinte à l'agriculture indigène.

Les peuples amérindiens sont extrêmement conscients de la situation, eux qui alertaient déjà il y a plusieurs décennies sur les dommages irréversibles qu'engendre la surexploitation des ressources échappant à tout contrôle sur la Terre-Mère et la nature dans son ensemble. L'industrie agricole et les politiques économiques extractivistes imposées par le néolibéralisme afin d'obtenir le maximum de bénéfices provoquent des dommages majeurs à l'environnement et affaiblissent l'agriculture paysanne. De plus, les lois anti-terroristes en vigueur dans la majorité des pays d'Amérique latine, du Honduras à l'Argentine, ouvrent la voie à l'agro-industrie et permettent de chasser les peuples primitifs de leur terre ancestrale, une violation évidente des droits de l'homme.

Les représentants indigènes ont également exigé l'annulation des concessions minières qui occupent actuellement de nombreux territoires indigènes sur tout le continent, et de mettre un terme à la vente par lots de leurs territoires aux compagnies pétrolières et minières. Au Pérou, à titre d'exemple, 72% de l'Amazonie a été divisé en lots pour plus de 30 multinationales productrices de gaz et de pétrole, en majorité américaines, européennes et chinoises, sur les zones les plus riches en termes de populations de mammifères, d'oiseaux et d'amphibiens. Le plus tragique est que 58 des 64 lots autorisés par les gouvernements d'Alejandro Toledo (2001-2006) et d'Alan Garcia (2006-2011) se situent sur les terres des communautés paysannes et indigènes. Le même phénomène se produit au Brésil, en Équateur, en Colombie et en Bolivie, où les explorations de pétrole et de gaz mettent en péril l'une des dernières forêts primitives à la biodiversité exceptionnelle.

Les projets d'extraction de gaz de schiste en Amérique latine suivent l'exemple des États-Unis et de l'Union européenne et représentent un nouveau danger pour la nature, puisqu'ils pollueraient les nappes phréatiques et mettraient en péril les générations futures. Il est d'ores et déjà prouvé que l'extraction de gaz naturel des formations géologiques appelées schiste gazifère par fracturation hydraulique (FH) pollue l'environnement. Selon des études scientifiques, chaque puits d'extraction nécessite entre 4 et 30 millions de litres d'eau et de 80 à 300 tonnes de produits chimiques cancérogènes, comme le benzène, le toluène, l'éthylbenzène ou le xylène.

Tous ces problèmes figurent dans la déclaration finale du 5e Sommet Continental, qui a déclaré le 12 octobre jour de la Résistance Continentale « contre le capitalisme extractiviste et le pillage des ressources naturelles par l'extraction minière, l'exploitation pétrolière, le gaz et les mégaprojets ». Les participants exigent de même que les Nations Unies signent une Déclaration Universelle des Droits de la Pachamama (la Terre-Mère) afin de pouvoir la défendre et la protéger sur l'ensemble de l'« Abya Yala », le continent américain.

Une prière maya dit :

« Ô Grand Créateur, Coeur du Ciel, Coeur de la Terre, notre Mère : Donne-nous la vie, beaucoup de vie et une existence utile pour que nos peuples trouvent la paix dans toutes les nations du monde ».

Vicky Peláez pour Ria Novosti
[Ria Novosti](#), Moscou, le 6 décembre 2013.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Audrey Garcia-Santina

[El Correo](#). Paris, 27 décembre 2013

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).